

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

MINISTERE DES TRANSPORTS

UNITE DE GESTION DU PROJET

COOPERATION
CAMEROUN-BANQUE MONDIALE
CAMEROON - WORLD BANK

Projet Régional pour
l'Amélioration de la Performance
du Corridor Rail/Route Douala-
N'djamena (PCDN)
*Cameroon-Chad Transport Corridor
Project (CCTCP)*

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF TRANSPORT

PROJECT MANAGEMENT UNIT

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N°001/AMI/MINT/PCDN/UGP/2025 DU 13 JAN 2025
POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT CHARGE DE LA MISE EN PLACE DU
STATUT D'OPERATEUR ECONOMIQUE AGREE (OEA)

Pays : Cameroun

Projet : Projet régional pour l'amélioration de la performance du Corridor rail/route
Douala-N'djamena (PCDN)

Numéro de Crédit : N°70360-CM

N° de référence : CM-MINT-486045-CS-CQS

I) Contexte et justification

Le Gouvernement de la République du Cameroun a reçu un financement de la Banque Mondiale pour couvrir le coût du Projet régional pour l'amélioration de la performance du Corridor rail/route Douala-N'Djamena (PCDN) et a l'intention d'affecter une partie du produit à des services de consultant.

Le PCDN comprend cinq (05) composantes à savoir : (i) la réhabilitation de la voie ferrée Douala-Yaoundé : Modernisation de la signalisation ferroviaire, (ii) les investissements dans les connexions rail/route : Renforcement institutionnel des chemins de fer et sécurité routière, (iii) la mise sur pied d'un programme de réhabilitation et d'entretien de la route N'Djamena – Moundou, (iv) La facilitation du commerce : Soutien à la mise en œuvre du projet, (v) les mécanismes de réponse immédiate : Réponse d'urgence contingente (IRM-CERC).

En effet, dans le cadre de la composante, il est prévu la modernisation et le renforcement des capacités des administrations publiques. La Direction Générale des Douanes (DGD), s'est engagée sous ce prisme à améliorer la formation initiale et continue de ses agents. Cet engagement s'inscrit dans une dynamique de professionnalisation accrue, de lutte contre la fraude et de facilitation des échanges commerciaux, en cohérence avec les réformes entreprises dans le secteur des finances publiques.

C'est dans cette optique que le Cameroun a, depuis la Loi de Finances pour l'exercice 2017, initié des démarches nécessaires pour la mise en place du statut d'Opérateur Economique Agréé (OEA). En effet, le programme d'Opérateur Économique Agréé (OEA) est une initiative stratégique mise en place pour renforcer la sécurité des chaînes logistiques tout en facilitant les échanges internationaux. Ce label, reconnu mondialement, s'inscrit dans une dynamique de partenariat entre les administrations douanières et les entreprises.

1/

Le statut d'OEA vise à conférer aux entreprises qui en sont agréées, des facilités et avantages autant qu'il les astreint au respect de leurs engagements contractuels ainsi qu'au civisme fiscal.

En vue de l'implémentation de ce dispositif, Le Premier Ministre, Chef du Gouvernement, a marqué son accord pour la mise en place d'un Groupe de Travail interministériel (GTI) chargé de définir la stratégie de mise en œuvre de ce dispositif au Cameroun. Ledit Groupe de Travail a été mis en place par Arrêté du Ministre des Finances N°00000548/MINFI du 04 novembre 2019, modifié et complété par l'Arrêté N°00000360/MINFI du 30 avril 2021. Cependant, rendu à date, ce GTI n'a pas intégralement rempli son mandat, du fait de certaines difficultés d'ordres technique et fonctionnel. C'est dans cette perspective que le recours à une expertise externe pour un appui technique à la mise en œuvre du dispositif d'Opérateur Economique Agréé s'avère nécessaire pour appuyer le GTI dans la mise en œuvre efficace et efficiente de son cahier de charges.

A cet effet, les services de consultants (« les Services ») comprennent l'appui du GTI à la mise en place du Programme OEA impulsé par les organisations sous régionales et internationales.

II) Objectifs de la mission

L'objectif général de la mission est d'appuyer l'Administration des Douanes, à travers le Groupe de Travail interministériel, à mettre en place le statut d'OEA au Cameroun.

De façon spécifique, il s'agira pour le cabinet de consultants de servir d'interface ou de facilitateur aux différents acteurs impliqués dans le processus de mise en œuvre du statut d'OEA.

Les Termes de Référence (TDR) pour cette mission sont disponibles à l'adresse indiquée ci-dessous.

Le Coordonnateur du PCDN invite dès à présent les firmes de consultants admissibles (« Consultants ») à faire part de leur intérêt à fournir les Services.

III) Durée de la mission

La mission s'étendra sur une durée de six (06) mois.

IV) Profil du consultant

Les firmes intéressées doivent fournir des informations démontrant qu'elles possèdent les qualifications requises et l'expérience pertinente pour exécuter les Services notamment :



- (i) Une expérience avérée dans le domaine du commerce international, de la facilitation des échanges ou de la modernisation douanière ;
- (ii) Une expertise dans l'accompagnement technique d'une administration douanière en matière de conformité des opérateurs, gestion des risques, ou simplification des procédures douanières ;
- (iii) Au moins 02 expériences similaires dans les opérations d'octroi des autorisations de sécurisation et de sureté aux OEA ;
- (iv) Une expérience réussie dans la mise en œuvre d'un programme OEA selon les standards de l'OMD (Organisation Mondiale des Douanes) dans un pays en développement ou dans un contexte similaire à celui du Cameroun.

Les experts clés ne seront pas évalués à l'étape de la préparation de la liste restreinte.

L'attention des Consultants intéressés est attirée sur la Section III, paragraphes, 3.14, 3.16, 3.17, 3.33 et l'annexe 4 du « *Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs de FPI* » de la Banque mondiale, sixième édition, février 2025 qui énonce la politique de la Banque mondiale en matière de conflits d'intérêts, de fraude et corruption.

Les Consultants peuvent s'associer à d'autres firmes pour améliorer leurs qualifications, mais ils doivent indiquer clairement si l'association prend la forme d'un groupement et/ou d'une sous-traitance. Dans le cas d'un groupement, tous les membres du groupement d'entreprises seront solidairement responsables de l'ensemble du contrat, s'ils sont sélectionnés.

V) Méthode de sélection

Le Consultant sera sélectionné selon, la méthode « Sélection fondée sur les Qualifications du Consultant (SQC) en accord avec « le Règlement de Passation des Marchés pour les emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissement (FPI) », Passation des Marchés dans le cadre de Financements de Projets d'investissement, Fournitures, Travaux, Services Autres que Services de Consultants et Services de Consultants, sixième édition, février 2025 ».

VI) Informations complémentaires

Les Termes de Référence sont disponibles à l'adresse ci-dessous. Des informations supplémentaires peuvent être obtenues les jours ouvrables de 09 heures à 16 heures à :

Unité de Gestion du PCDN

Bastos, derrière l'Hôtel le Diplomate

Email : claudentone@yahoo.fr avec copie à mnnjeck@gmail.com et fcteignegou@yahoo.fr.

VII) Soumission des manifestations d'intérêt

Les manifestations d'intérêt dont un (01) original et quatre (04) copies doivent comprendre (i) une lettre de manifestation d'intérêt adressée au Coordonnateur du PCDN, (ii) une copie des documents justifiant du Statut Juridique de la firme, (iii) les références pertinentes (contrat, PV de réception, attestation de bonne fin...) justifiant l'expérience du cabinet.

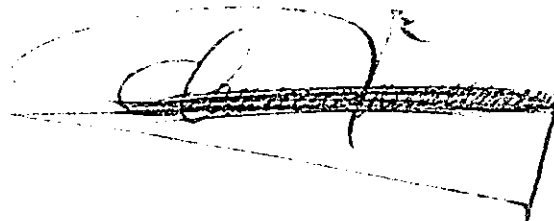
La version scannée paraphée et signée de la manifestation d'intérêt sur clé USB (**obligatoire**) devra faire partie intégrante du dossier.

Les dossiers complets seront déposés à l'adresse ci-dessus au plus tard le 24 JUNE 2025 avec la mention :

à 15h30 hrs précises
AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N°001/AMI/MINT/PCDN/UGP/2025 DU 03 JUNE 2025
POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT CHARGE DE LA MISE EN PLACE DU
STATUT D'OPERATEUR ECONOMIQUE AGREE (OEA)

Yaoundé, le

Le Coordonnateur



REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix-Travail-Patrie

MINISTERE DES TRANSPORTS

UNITE DE GESTION DU PROJET

COOPERATION
CAMEROUN-BANQUE MONDIALE
CAMEROON - WORLD BANK

Projet Régional pour
l'Amélioration de la Performance
du Corridor Rail/Route Douala-
N'djamena (PCDN)
*Cameroon-Chad Transport Corridor
Project (CCTCP)*

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace-Work-Fatherland

MINISTRY OF TRANSPORT

PROJECT MANAGEMENT UNIT

**CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST No. 001/AMI/MINT/PCDN/UGP/2025 OF
03 JUN 2025 FOR THE RECRUITMENT OF A CONSULTANT RESPONSIBLE FOR
ESTABLISHING THE STATUS OF APPROVED ECONOMIC OPERATOR (AEO)**

Country: Cameroon

**Project: Cameroon-Chad Transport Corridor Project (Regional project for the
improvement of the performance of the Douala-N'djamena rail/road corridor -PCDN)**

Credit number: No. 70360-CM

Reference number: CM-MINT-486045-CS-CQS

I) Context and justification

The Government of the Republic of Cameroon has received funding from the World Bank to cover the cost of the Cameroon-Chad Transport Corridor Project (Regional project for the improvement of the performance of the Douala-N'djamena rail/road corridor -PCDN) and intends to allocate part of the proceeds to consultancy services.

The PCDN has five (5) components, namely: (i) **rehabilitation of the Douala-Yaounde railway:** modernisation of railway signalling, (ii) **investments in rail/road connections:** Institutional strengthening of the railways and road safety, (iii) **setting up a rehabilitation and maintenance programme for the N'Djamena - Moundou road,** (iv) **trade facilitation:** support for the implementation of the project, (v) **immediate response mechanisms:** contingency emergency response (IRM-CERC).

Actually, within the scope of component (iv) trade facilitation, the plan is the modernisation and capacity-building of public administrations. In this respect, the Directorate General of Customs (DGD) is committed to improving the initial and continuing training of its staff. This commitment is part of a drive to increase professionalism, combat fraud and facilitate trade, in line with the reforms undertaken in the public finance sector.

It is in this light that Cameroon, since the 2017 Finance Law, has taken the necessary steps to introduce the status of Authorised Economic Operator (AEO). As a matter of fact, the Authorised Economic Operator (AEO) programme is a strategic initiative designed to strengthen the security of supply chains while facilitating international trade. This internationally recognised label is part of a partnership dynamics between customs administrations and companies. The status of AEO aims to provide approved companies

K
1

with facilities and advantages, while obliging them to respect their contractual commitments and be fiscally responsible.

In view of implementing this system, the Prime Minister, Head of Government, has agreed to set up an Inter-ministerial Work-Group (IWG) responsible for defining the implementation strategy for this system in Cameroon. The said Work-Group was set up by Order of the Minister of Finance No. 00000548/MINFI of 4 November 2019, amended and supplemented by Order No. 00000360/MINFI of 30 April 2021. However, to date, this IWG has not fully fulfilled its mandate, due to certain technical and functional difficulties. That is why external expertise is needed to provide technical support for the implementation of the Authorised Economic Operator scheme, in order to help the IWG to implement its terms of reference effectively and efficiently.

To this end, the consultancy services ('the Services') include the IWG's support for the implementation of the AEO Programme promoted by sub-regional and international organisations.

II) Objectives of the mission

The general objective of the mission is to support the Customs Administration through the Inter-ministerial Work-Group to set up the AEO status in Cameroon.

Specifically, the consultancy firm will act as an interface or facilitator for the various stakeholders involved in the AEO status implementation process.

The Terms of Reference (TOR) for this assignment are available at the address below.

The PCDN Coordinator now invites eligible consulting firms ('Consultants') to express their interest to provide the Services.

III) Duration of the mission

The assignment will extend over a duration of six (6) months.

IV) Consultant Profile

Interested firms should provide information demonstrating that they have the required qualifications and relevant experience to carry out the Services, notably:

- (i) Proven experience in the field of international trade, trade facilitation or customs modernisation;
- (ii) Expertise in providing technical support to a customs administration in the areas of operator compliance, risk management or simplification of customs procedures;

- (iii) At least 2 similar experiences in operations for the granting of security and safety authorisations to AEOs;
- (iv) Successful experience in the implementation of an AEO programme according to WCO (World Customs Organisation) standards in a developing country or in a context similar to that of Cameroon.

Key Experts will not be evaluated at the short-list preparation stage.

The attention of interested Consultants is drawn to Section III, paragraphs 3.14, 3.16, 3.17, 3.33 and Annexe 4 of the World Bank's '*Procurement Rules for IPF Borrowers*', Sixth Edition, February 2025, which sets forth the World Bank's policy on conflicts of interest, fraud and corruption.

Consultants may associate with other firms to improve their qualifications, but they must clearly indicate whether the association takes the form of a joint venture and/or subcontracting. In the case of a consortium, all members of the consortium will be jointly and severally liable for the entire contract, if they are selected.

V) Selection Method

The Consultant shall be selected using the method "Selection Based on Consultant Qualifications (SCQ)" in accordance with the "Procurement Regulations for Borrowers soliciting Investment Project Financing (IPF), Procurement under Investment Project Financing, Supplies, Works, Services Other than Consultants and Consultancy Services, Sixth Edition, February 2025".

VI) Supplementary Information

The Terms of Reference are available at the address below. Additional information can be obtained on working days from 9 a.m. to 4 p.m. at the following address:

PCDN Management Unit

Bastos, behind *Hôtel le Diplomate*

Email : claudentone@yahoo.fr with copy to mnnjeck@gmail.com and cteignegou@yahoo.fr.

VII) Submission of expressions of interest

Expressions of interest comprising one (1) original and four (4) copies of which must include (i) a letter of expression of interest addressed to the PCDN Coordinator, (ii) a copy of the documents justifying the firm's legal status, (iii) the relevant references

(contract, acceptance report, certificate of completion, etc.) justifying the firm's experience.

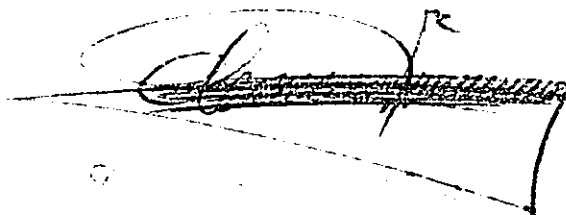
The scanned, initialled and signed version of the expression of interest on a USB key (**compulsory**) must form an integral part of the file.

Complete applications should be submitted to the above address by 24 JUN 2025 a
at the latest, with the mention: 15h30

CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST No. 001/AMI/MINT/PCDN/UGP/2025 OF
03 JUN 2025 **FOR THE RECRUITMENT OF A CONSULTANT RESPONSIBLE FOR**
ESTABLISHING THE STATUS OF APPROVED ECONOMIC OPERATOR (AEO)

Yaounde,

The Coordinator

A handwritten signature in dark ink, appearing to be a stylized 'C' or 'K' followed by a horizontal line, is written over a rectangular stamp area.